

L'an deux mille vingt-cinq, le 26 FEVRIER à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 19 FEVRIER 2025, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Arrondissement de Lens

Etaient présents :

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, P. PECQUEUR, M. MONNIER, M. J. ROLLAND, Adjoints au maire
Mmes F. BRIKI, N. MEGUEULLE, L. AVIT, M. BREBION, Adjointes au Maire
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, T. MOREAU, M. C DELAMBRE, M. WATERLOT, L. LOOR, Conseillères Municipales
MM. Y. GAUER, A. MILLIEN, M. EECKMAN, R. KRZYZANIAK, M. BAUDERLIQUE, R. DEWASMES, Conseillers Municipaux

Excusés :

Mmes L. VERIN (pvr à M.me MEGUEULLE), A. FOULON (pvr à P. CANIVEZ), M. W. GREBAUT (pvr à M. ROLLAND), Conseillers municipaux.

Absents : MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, M. LALOUETTE, Conseillers Municipaux

Secrétaire de Séance : Mme A. MOPTY

DEL 25-15 : Conditions d'adhésion au Comité National d'Action Sociale

Depuis la loi de décentralisation de 1983, les collectivités territoriales n'ont cessé de se développer et de voir les droits de leurs fonctionnaires (près de 2 millions pour la Fonction Publique Territoriale) comme des contractuels de cet univers, progresser.

Parmi ces progrès, il y a le développement de l'action sociale au bénéfice des tous les agents et salariés travaillant dans les collectivités territoriales ainsi que leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

L'action sociale pour les agents territoriaux et salariés attachés aux collectivités, est définie dans la loi 2007-209 du 2 février 2007 dite de modernisation de la fonction publique. Cette loi rend obligatoire l'aide à l'action sociale à tous les agents publics territoriaux.

Ainsi, le CNAS propose « une offre unique et complète de prestations pour améliorer les conditions matérielles et morales de leurs personnels, agents de la fonction publique territoriale et salariés d'établissements publics ».

Peuvent adhérer au CNAS :

- Les collectivités territoriales : communes, départements, régions, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes ainsi que les syndicats de communes.
- Leurs établissements publics : OPAC, OPH, SDIS, caisses de crédit municipal, SEM, missions locales, offices du tourisme.
- Les amicales du personnel, les COS, les CAS, les CASC, CSE de ces établissements publics.

La commune de Billy-Montigny est adhérente depuis de nombreuses années.

La loi de 2007 a créé l'obligation pour les collectivités territoriales de financer l'action sociale pour leurs agents. Les ressources affectées varient entre moins de 0,5% à plus de 3% de la masse salariale brute.

Le CNAS fixe chaque année le montant de la cotisation annuelle par agent adhérent. Celle-ci peut également verser une cotisation par agent retraité. C par le CNAS.

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025


Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25_15-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, A L'UNANIMITE, décide :

- De poursuivre l'adhésion au Comité National de l'Action Sociale (CNAS)
- D'en faire bénéficier les agents titulaires, stagiaires en cours de titularisation, et les agents en contrat à durée déterminée ou indéterminée de Droit Public d'au moins un an sans discontinuité, ainsi que les agents retraités de la Fonction Publique Territoriale jusqu'à 70 ans révolus au 31 décembre de l'année N.

Signé électroniquement par : Bruno TRONI
Date de signature : 28/02/2025
Qualité : Maire de la ville de BILLY MONTIGNY



Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le : 28 FEV. 2025

Et publication ou notification du :

A BILLY-MONTIGNY, le 04 MARS 2025

Le Maire,

B. TRONI

